

des informémos

Revue de quartier bimestrielle - Numéro 15 - Octobre / Novembre 2011 - www.desinformememos.org

DEUXIÈME ANNIVERSAIRE



Autodéfense de communautés indigènes au Mexique



L'opposition à la militarisation et au pillage des ressources naturelles au Nigeria



La Palestine existe, il faut la reconnaître



La Patrona, une oasis sur la route des migrants d'Amérique Centrale



**Japón :
Cinq mois
après le 11 mars**

REPORTAGES

*Les femmes de La Montaña au **Guerrero***

Au Chili
De la mauvaise éducation à la révolte sociale

*La guerre des **guarani-kaiowa***

Canada
Une marche contre la mort et la destruction

LES NOTRES

Marcos Roitman
Les indignés : le retour de la politique

Autodéfense de communautés indigènes

sans le « permis » du gouvernement

Des communautés indigènes revendiquent le droit à l'autodéfense à travers le rétablissement de polices communautaires, de gardes et rondes, moyens traditionnels de vigilance protégés par le droit international.

Publication d'un reportage original de Gloria Muñoz Ramírez

Photos : Clayton Conn, Federico Ortiz et archive de la police communautaire

Cherán et Ostula, Michoacán; et San Luis Acatlán, Guerrero. Violence, spoliation, forces de l'ordre inefficaces ou complices du crime, discrédit des partis politiques et corruption ont fait que les peuples indigènes du Michoacán et du Guerrero ont pris en main leur protection.

Ce ne sont pas des groupes armés contre le gouvernement. Nahuas d'Ostula, purhépechas de Cherán et tlanepecos, mixtecos, nahuas et métisses de la Montaña y Costa Chica de Guerrero s'organisent, selon leurs droits traditionnels, contre la délinquance et ceux qui veulent les expulser de leur territoire. Et ce n'est pas un hasard si dans les trois cas, ces initiatives se développent dans des communautés indigènes : « ce sont les peuples indiens qui offrent une alternative pour le pays » disent-ils à Cherán.

La menace à Ostula est la construction d'une autoroute et un plan touristique qui prévoit diverses constructions. Ici, la communauté revendique son droit à protéger ses plus de 1000 hectares de terres récupérées en 2009, appelées Xayakalan.

La réponse du gouvernement n'a pas été bonne, disent-ils. « Nous exigeons la reconnaissance de notre police. Mais même sans cela nous continuerons ».

Ils ont décidé de ne pas participer aux élections de novembre parce que, affirment-ils, les gouvernements et les partis favorisent le dépouillement et l'exploitation des communautés. Et ils n'accomplissent pas leur promesse de légaliser les terres récupérées. Ils ne donnent pas non plus des garanties à la police communautaire

À la Montaña, dans le Guerrero, 65 communautés ont organisé des groupes de vigilance et un système de justice. La



Coordination Régionale des Autorités Autonomes (CRAC) -Police Communautaire se charge de la sécurité depuis près de 16 ans et a permis de diminuer la délinquance de 90%. Sa priorité est maintenant de défendre le territoire contre les projets miniers anglais et canadiens.

Le gouvernement leur a lancé un ultimatum pour se dissoudre. Ils ont répondu qu'ils sont un groupe collaborant à la sécurité de la population. Leur position actuelle- même, s'il y a des ordres d'appréhension contre eux, « est de ne pas s'affronter puisque nous ne voulons pas leur prendre le pouvoir ».

Les entreprises minières « détruisent l'environnement, polluent et spolient ». Ils ont décidé d'interdire les mines sur leur territoire. Les gouvernements « doivent garantir et rendre effectif le droit à la consultation. Nous avons le droit historique et préférentiel à l'utilisation et à la préservation de nos terres et territoires » déclare la CRAC.

À Cherán, la richesse des forêts est menacée. Les habitants ont repris leurs rondes traditionnelles pour se défendre de ceux

qui coupent les arbres et assurer la sécurité interne. Depuis lors, ils ont réduit l'abattage des arbres de manière considérable, les délits ont diminué de 90% et l'alcoolisme de plus de 50%.

Le gouvernement ne répond pas à leurs demandes : « ça leur convient si ça continue comme ça. Ils nous voient comme un butin politique. Mais la communauté a décidé qu'elle ne participera pas du tout aux instances électorales ».

Pour le moment, sans le gouvernement, ils organisent des brigades de reforestation « pour recréer petit à petit la forêt ».

Comme au Guerrero et à Ostula, les membres des tours de garde traditionnels sont volontaires, sans salaire. Quoiqu'il se passe disent-ils « le processus que nous avons initié continuera. Nous ne reviendrons pas en arrière et nous ne remettrons plus notre sécurité dans les mains du gouvernement ».

Lire le reportage original sur [http : //desinformemonos.org](http://desinformemonos.org)

La guerre des guaraní-kaiowá :

prier pour ralentir le rythme des fusillades, reprendre son souffle pour avancer vers la justice

Malgré leur expulsion brutale, les indigènes guaraní-kaiowá y sont revenus et affirment qu'ils délaisseront le campement seulement quand leurs terres traditionnelles seront clairement délimitées.

Extrait d'un texte de Joana Moncau ; photos MPF et Joana Moncau.

Mato Grosso du Sud, Brésil. Les coups de feu venaient dans sa direction. Blessé au dos, l'ancien chaman ne s'arrêtait pas de prier « pour que personne ne meure », dit-il. Il n'y eut pas de morts en ce petit matin d'août, mais au moins quatre indigènes ont été roués de coup et souffrent de blessures de balles en plastique. Du campement que le groupe de presque trente indigènes guaraní-kaiowá tenait sur le bord de la route il ne restait rien. Ils étaient à côté de l'hacienda Santa Rita (municipalité d'Iguatemi), propriété du maire ; ici se trouve le territoire traditionnel indigène appelé Pyelito Kue-Mbarakay, qu'ils revendiquent depuis longtemps.

La plus récente tentative de récupérer le terrain a commencé en août quand les indigènes ont occupé une partie de l'hacienda. Moins de quatre jours après ils ont été attaqués par des nervis armés et encapuchonnés ; il leur a fallu fuir et se cacher dans les bois, où ils ont essayé de résister. Après avoir tenu deux jours en ne buvant que de l'eau, une partie du groupe a décidé de sortir et est tombée sur les gros bras de l'hacienda ; ceux-ci leur ont dit qu'ils les laissaient sortir vivants cette fois, mais qu'il ne serait pas de même s'ils revenaient.

Ils ont donc laissé l'hacienda pour installer le campement au bord de la route et continuer la lutte. Ils y ont été attaqués. Même si les menaces contre le groupe et leurs soutiens n'ont pas cessé, leur détermination s'est renforcée. « Là où ils



ont brûlé nos tentes, nous en dresserons d'autres », disent-ils. « Vivants ou morts, nous serons ici ».

Une enquête est en cours quant à l'attaque et, selon le procureur de la République, sera ouverte une inculpation pour « génocide ».

Sur les autres tentatives de récupérations

En juillet 2003 ce même groupe avait essayé de récupérer Pyelito Kue-Mbarakay.

En décembre 2009 le groupe est revenu. Lors de l'expulsion extra-judiciaire faite par des hommes de main, un jeune a disparu et plus de cinquante personnes, y compris des anciens, ont été frappés, menacés avec des armes à feu, attachées et jetées sur le bord du chemin.

Le plus grand groupe indigène du Brésil

Les guaraní -kaiowá comptent 45 000 personnes et est de fait le plus grand groupe indigène du Brésil. Ils vivent dans le Mato Grosso du Sud dans de petites « îles » de terre qui, ajoutées les unes aux autres,

dépassent à peine les 42 000 hectares. Dévastés par la violence et les préjudices divers, traqués par les propriétaires des haciendas, entourés de pâturages de bétail ou de plantation de soja et de canne à sucre, sans terre ni bois – il ne reste que deux pour cent de la forêt originelle – ils luttent avec acharnement pour survivre.

En 2008 la Funai (fondation indigéniste du gouvernement) a lancé un programme d'identification des terres indigènes dans l'État. Il est prévu de reconnaître et délimiter des terres indigènes dans 26 municipalités de la région du Mato Grosso du Sud, dont Pyelito Kue-Mbarakay. Les occupations de terre revendiquées par les indigènes ont pour but de mettre la pression sur la Funai pour qu'enfin se termine ce processus de reconnaissance des terres.

*Avec les informations de l'anthropologue kaiowá Tonico Benites, du conseil de la Aty-Guasú.

*Version complète sur
www.desinformememos.org*

Les femmes de La Montaña au Guerrero :

l'autre bras

de la justice communautaire

« Tout a commencé quand nous avons entendu la Commandante Ramona, la Comandante Esther et les femmes zapatistes »

Texte et Photos : Colectivo Construyendo Resistencias

Guerrero, Mexique. L'expérience zapatiste et notamment celle des femmes zapatistes est arrivée jusqu'aux oreilles des femmes la Montaña et de la Costa Chica du Guerrero.

Les femmes du Guerrero ont écouté avec attention l'expérience des femmes de l'Armée Zapatiste de Libération Nationale (EZLN), celles qui, après de longues discussions et réflexions ont donné vie à la Loi Révolutionnaire des Femmes Zapatistes. Une femme qu'ils appelaient Commandante Ramona et une autre qu'ils appelaient Commandante Esther, étaient celles qui portaient la parole de toutes leurs camarades dans tous les endroits. Mais pas seulement cela : elles étaient commandantes! Et elles occupaient des postes très importants au sein de l'Armée zapatiste. Leurs paroles étaient écoutées et respectées parce qu'à travers Ramona et Esther, c'étaient toutes les femmes zapatistes qui parlaient, et les hommes, leurs camarades, les écoutaient et les respectaient. Une des femmes du Guerrero s'est levée et a demandé aux autres : « Et nous, quand fait-on notre loi des femmes? »

Les femmes dans la Police Communautaire

Cela fait 16 ans que la Justice Communautaire est mise en pratique à la Montaña et à Costa Chica dans l'Etat du Guerrero, avec des résultats qu'aucun organisme de justice de l'Etat n'a obtenu dans le pays. Ici, La Coordination Régionale des Autorités Communautaires- Police Communautaire (CRAC-PC) est un exemple de lutte, de résistance, de constance et de cohérence mais elle a aussi été l'objet d'harcèlement, de fausses accusations et ses communautés, en plus d'être margi-

nalisées, font face à des tentatives de dépouillement chaque fois plus vorace. Leur territoire est dans la ligne de mire d'un des pires monstres du capitalisme : les entreprises minières.

C'est dans ce contexte que se développe et s'élargit un système de justice, c'est là où les peuples mé'phaa, ñuu savi, métis et afro-métis vivent et communient avec la nature et leurs dieux. « C'est important que nous, les femmes, ayons notre mot à dire et le droit de voter parce que nous avons aussi le droit d'occuper de grandes charges et ne devons pas seulement rester dans la cuisine » déclare Adelaida Cayetano Herrera, de la communauté de Chilixtlahuaca.

Le processus de justice communautaire ne pourrait se consolider complètement s'il ne pouvait compter sur la participation active des femmes. Et il y a la base nécessaire pour que ce pas significatif ait lieu car il existe une instance rendant la justice en garantissant que soit prises en compte les revendications exprimées dans la Lettre des Droits des Femmes.

Une année s'est déjà écoulée depuis la présentation de la Lettre des Droits des Femmes aux autorités communautaires de Zitlaltepec, Guerrero puis son approbation. Tout le long de cette année, les femmes ont poursuivi dans cette voie et continuent à travailler dans leurs communautés. Quelques comités ont changé, ils se sont agrandis, les responsabilités ont tourné et de nouveaux membres ont été nommés.



L'organisation des femmes à la Montaña a eu un impact également dans les autres régions et la CRAC sait qu'il est important que dans toutes ses communautés le respect et la participation des femmes soit garantie et acceptée par ses membres sachant que la lutte est impossible sans l'autre moitié du ciel, sans l'autre moitié du monde, sans l'autre moitié de la résistance, de la lutte : les Femmes.

Pour lire le texte complet :
<http://desinformemonos.org>

La Patrona , une oasis sur la route des migrants

À leur passage par le Mexique, les migrants d'Amérique centrale sont victimes d'enlèvements, d'agressions et d'extorsions de fonds. Mais dans un petit coin de Veracruz, ils sont reçus par un groupe de femmes courageuses qui leur offrent l'espoir.

Texte de Sergio Adrián Castro Bibriesca

La Patrona, Amatlan, Veracruz. À quelques mètres de la voie qu'emprunte le train qui mène aux Etats-Unis, chargé de centaines de migrants centraméricains, un groupe de femmes offre l'espoir à ceux qui sont à la recherche du rêve américain, en leur apportant des provisions, de l'eau et un appui moral dans leur route vers l'inconnu.

On les connaît comme les Patronnes. « Nous sommes 12 », dit Bernarda, l'une d'entre elles. « Chacune a un rôle, un jour, c'est à ton tour d'aller chercher le pain, un autre jour, c'est à toi de faire à manger. La journée commence à sept heures du matin : il faut aller chercher le pain et préparer les aliments qui donneront de l'énergie à nos frères centraméricains ».

« Toutes nous avons des maris et des enfants, et il y a des jours où certaines ne peuvent pas être présentes, mais nous occupons l'espace et nous nous soutenons toujours », ajoute Norma, leader du groupe de femmes. Environ 200 repas sont préparés tous les jours et « parfois il n'y en a pas pour tout le monde ».

Pour les femmes de La Patrona, le temps presse. Le train passe « presque toujours après deux heures de l'après-midi » et tout doit être prêt dès le sifflement du train.

« Nous ne recevons aucun appui du gouvernement ni des partis politiques ». L'aide est apportée par des dons que font des commerçants de libres-services alimentaires, des voisins, des jeunes engagés et des gens qui apportent une aide spécifique : « de l'eau, des bouteilles en plastique, du riz, des haricots ».

Avec les sacs-repas, les femmes ajoutent une information sur les droits des mi-

grants. « Informés, ils peuvent davantage se défendre », précise Bernarda.

Le train ne s'arrête pas toujours. « Il y a de tout. Des machinistes compréhensifs qui freinent et permettent que tous puissent prendre les sacs et d'autres qui ne s'arrêtent pas », explique Julia.

Cette histoire de solidarité a commencé « un samedi matin. Je rentrais chez moi avec ma sœur, après avoir acheté du pain et du lait. Des jeunes centraméricains nous ont demandé à manger, et nous leur avons donné. Le lendemain, en famille, nous en avons reparlé et nous avons décidé de commencer dès le lundi à préparer des repas » se souvient Bernarda. Depuis ce 4 février 1995, l'activité des Patronnes n'a pas cessé.

« Nous nous organisons aussi pour nos voyages et nos ateliers, comme celui qui va avoir lieu à Ixtepec, (état de Oaxaca), avec le père Alejandro Solalinde ». Norma avoue qu'elle n'imaginait pas du tout ce qu'allait devenir cette « simple aide », car maintenant, « nous avons la responsabilité de transmettre l'expérience à d'autres endroits ».

« Nous avons beaucoup de travail, nous ne pouvons pas nous écrouler. De même que les migrants ne se plaignent pas, nous non plus. De même qu'ils tombent et se relèvent, avec cette force qui les caractérise, de la même façon nous devons nous relever et aller de l'avant » ajoute Norma.

L'expérience des Patronnes et l'immigration

L'expérience de Norma lui a prouvé que « ceux qui émigrent sont de plus en plus



jeunes. L'ordre va de 12/13 ans à 25 ans et presque 80% sont originaires du Honduras, les autres viennent du Salvador, du Guatemala et du Nicaragua ».

« Les raisons de leur départ sont presque toujours en rapport avec le manque de travail, mais maintenant la délinquance aussi les chasse de chez eux.

À leur passage par le Mexique, ils subissent aussi des extorsions de la part des autorités et de gens malhonnêtes. « Il y a des endroits où le train s'arrête et où des gens installent leur petit commerce et font payer cher ce qu'ils vendent. Tout le monde profite d'eux ».

« Le plus difficile », se lamente Norma, c'est de changer la société civile qui est la première à leur mettre des bâtons dans les roues. Le rôle des autorités, on le connaît bien, déjà. Donc, le travail, c'est de changer la mentalité des gens, pour que, au lieu de lancer des pierres contre le train et les migrants, ils leur fassent passer de l'eau et de la nourriture ».

Le texte complet peut être lu sur :
[http :: //desinformememos.org](http://desinformememos.org)

L'opposition à la militarisation et au pillage des ressources naturelles au Nigeria

En Afrique, le peuple Ogoni s'unit et s'organise pour lutter contre l'implantation d'une base militaire et l'exploitation pétrolière sur ses terres ancestrales.

Texte et photos : Pedro Flores

Ogoni, Nigeria. Deux jeunes ogoni, Goteh Keenam et Dambani Kuenu, de Zor-Sogho, dans l'État de Rivers au Nigeria, ont été assassinés par la police pendant une manifestation contre un plan gouvernemental prévoyant d'installer une caserne Bori en territoire ogoni. Bien que ces exécutions extrajudiciaires soient très communes à Ogoni¹ et au Nigeria, les assassinats et la résistance croissante à l'implantation de la caserne Bori semblent indiquer l'imminence d'une confrontation jamais vue durant des années.



Dans les années 90, le peuple ogoni a organisé un grand mouvement de résistance pacifique pour expulser de son territoire la multinationale pétrolière Royal Dutch Shell. La réponse de la dictature militaire a été d'un mépris absolu pour les ogoni et leur terre. Les dirigeants du Mouvement pour la Survie du Peuple Ogoni (MOSOP), organisation qui a été à la tête du mouvement anti-Shell, sont disparus et des milliers d'ogoni ont été assassinés, violés ou déplacés. Malgré la mort et la destruction, les ogoni ont réussi à chasser Shell de leurs terres. Mais la dévastation causée par le conflit persiste. Le MOSOP ne s'en est jamais remis complètement et il s'est divisé.

Maintenant, les fusillades à Sogho et l'obstination du gouvernement de l'État de Rivers pour transférer la caserne à Ogoni contre la volonté du peuple, ont eu un effet réunificateur. Des factions du MOSOP qui refusaient de travailler ensemble se sont unies. Il y a des mobilisations comme on n'avait pas vues depuis des années. Et aussi

bien les ogoni que leurs sympathisants dans le monde entier, tous sont en train de s'unir pour faire entendre un NON ! collectif à la base militaire.

Le conflit des années 90 a provoqué une aversion à la présence militaire à l'intérieur de Ogoni, mais, en plus, il y a des problèmes géographiques, démographiques et politiques qui rendent le transfert de la caserne de Bori encore plus polémique. D'énormes étendues de terres ont été expropriées à Ogoni ces dernières années pour en faire profiter les compagnies pétrolières multinationales et le gouvernement fédéral du Nigeria. Cela rend alors difficile l'accès à la pêche et aux terres cultivées qui constituent la colonne vertébrale de l'économie traditionnelle et les moyens de subsistance du peuple.

Cela dit, pourquoi le gouvernement de l'État de Rivers désire-t-il déménager la caserne Bori à Ogoni ? C'est simple : à cause du pétrole. Le gouvernement du Nigeria veut implanter une présence militaire pour assurer la libre circulation

du flux pétrolier. Shell sait parfaitement qu'à Ogoni il n'y a pas de retour en arrière possible, et c'est pour cela que ces deux dernières années ils ont essayé de vendre leurs concessions sur le territoire. De son côté, le gouvernement nigérian est en train d'aplanir le terrain et de créer des conditions favorables pour le retour à Ogoni d'entreprises pétrolières multinationales.

En réponse à cela, le MOSOP et d'autres activistes ogoni se sont réunis au Centre Ogoni de la Paix et de la Liberté dans la ville de Bori pour condamner la violation constante des droits humains du peuple ogoni par les soldats en armes, et pour exiger le retrait immédiat des troupes de Ogoni. De la même façon, ils ont refusé toute acquisition de terres à Ogoni, que ce soit pour y transférer une installation militaire que pour y mettre des cultures, et ils en ont appelé au gouvernement pour qu'il cesse toutes les activités de prospection.

*Pour lire le reportage complet :
<http://desinformemonos.com>*

¹ : Le mot « Ogoni » désigne à la fois les gens et leur territoire

Rencontre avec Randa Nabulsi, ambassadrice de l'OLP à Mexico

La Palestine existe, il faut la reconnaître

*L'actuelle pétition de reconnaissance de l'État Palestinien à l'Onu n'est pas un cadeau, mais un compromis.
Édition d'une interview réalisée par Gloria Muñoz Ramírez*

Mexico. Après être arrivée dans une ruelle sans sortie avec le gouvernement d'Israël, la Palestine exige sa reconnaissance comme État membre de l'ONU avec les frontières de 1967. Randa Nabulsi, ambassadrice de l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) au Mexique et chef de la délégation spéciale de la Palestine dans ce pays, explique dans une interview pour Desinformemonos qu'« il faut aller aux Nations unies pour qu'ils prennent leurs responsabilités dans cette affaire, car toute la pression de la part de l'Europe et des Etats Unis pour arrêter la construction des colonies n'a eu aucun effet. »

Après 19 années de négociations avec Israël, la Palestine a décidé de les interrompre il y a deux ans. Pendant ces années, les constructions des colonies ont quadruplé et le mur de séparation a été construit. Ce qui est contraire au droit international de la Cour de Justice de La Haye : « nous avons décidé l'arrêt des négociations jusqu'à ce que Israël arrête la construction des colonies, et tant que nous n'aurons pas une réponse en termes de temps et de délimitation de frontières ».

La Palestine est consciente que si elle obtient sa place de membre des Nations Unies, Cela ne changera pas beaucoup la vie au quotidien sur son territoire, « mais nous serions désormais un État sous occupation, et plus seulement les territoires palestiniens, ce qui renforce toutes les décisions prises précédemment par les Nations Unies. »

44 ans d'occupation, ça veut dire ne pas pouvoir profiter de la liberté un seul jour. « Est-ce qu'on peut imaginer comme c'est horrible ? La vie de chaque jour est



différente dans un lieu ou dans un autre. Les Palestiniens de Gaza sont dans une grande prison avec un blocus inhumain imposé par Israël ».

Il y a 650 postes de contrôles militaires permanents entre chaque village et villes, et des centaines de postes non permanents. « Cela rend la vie des Palestiniens infernale : des bébés qui sont nés dans des postes de contrôles militaires, des personnes malades mortes avant d'arriver à l'hôpital, des enfants qui ne vont pas aux examens à l'école et un gros etc. d'atrocités. »

L'autre situation grave est celle des prisonniers Palestiniens dans les prisons israéliennes : « Ils sont onze mille prisonniers. Des dizaines d'entre eux ont passé au moins 40 ans en prison avec des « conditions spéciales ». Ils sont dans des tentes en plein milieu du désert.

La représentante de l'OLP au Mexique remarque que malgré tous ces problèmes « nous avons réussi à construire l'infrastructure d'un Etat indépendant, avec l'accord de la Banque Mondiale, l'Union Européenne et du Fond Monétaire International. Ainsi nous disions que nous sommes prêts pour nous gouverner nous-mêmes. Nous voulons nous délivrer de cette occupation ».

L'actuelle pétition de reconnaissance de l'État Palestinien à l'Onu n'est pas un cadeau, mais un compromis. « L'autodétermination ne se donne pas, elle se prend ». La Palestine a déclaré son indépendance en 1988, à Alger, et depuis 131 pays - les deux tiers de la communauté internationale - l'ont reconnue, et nous continuons d'espérer la reconnaissance des autres pays ».

*Pour lire le texte complet
<http://desinformemonos.org>*

Les indignés : le retour de la politique

« Tous ensemble, nous devons sauver la politique de ceux qui l'ont séquestrée et fait d'elle un objet qui se traite dans les bureaux, loin du bien commun et dépendant du pouvoir des entreprises et du pouvoir financiers. »

Marcos Roitman, professeur de sociologie de l'Université Complutense de Madrid.

Édition d'un texte de Marcos Roitman Rosenmann

Madrid, Espagne. Nous vivons d'incertitudes. La vie est un processus sans chemins préétablis. Quelque chose de similaire se passe avec le capitalisme. Ses certitudes ne sont pas telles. Ceux qui dessinent les tracés le savent ; Il y a des raisons de poids pour créer des barrages si on veut contrôler les mouvements de l'eau. La sécurité avant tout. Le capitalisme vit effrayé, tapi derrière la raison d'État et les forces armées, évitant le débordement. Cependant, comme des apprentis sorciers, les capitalistes déclenchent des forces incontrôlables, écrasant sa capacité interne à absorber des conflits. De cette manière, le barrage se fissure jusqu'à produire une défaillance générale. Dans ces circonstances, ceux que l'on appelle les « attracteurs1 » jouent un rôle décisif. C'est la goutte qui fait déborder le vase. Cette circonstance s'est répétée dans tous les derniers mouvements socio-politiques du monde.

Expliquer l'insurrection des citoyens. Le sauvetage de la politique.

En Espagne, le mouvement des « indignés » a commencé en faisant partie d'une manifestation « marginale », sans appui des syndicats et des forces politiques majoritaires. Minoritaire au départ, cela s'est terminé par une occupation des places publiques de la majorité des villes d'Espagne. Mais ce fut l'intervention de la police publique, en essayant d'expulser les manifestants, qui a mis le feu aux poudres. À Madrid, la place de la Puerta del Sol s'est convertie en symbole de résistance. La protestation se généralisa et le mouvement du 15 Mars pris corps.

Ceux qui sont impliqués dans le réseau ont le pouvoir de ressusciter le sens éthique de la politique. La sauver des griffes du marché et lui rendre sa centralité, qui ne devrait jamais l'avoir quittée en faveur du pouvoir économique... Ce



ne sont ni des apolitiques, ni des naïfs ni des utopiques.

Le chemin proposé est : faire de la politique depuis le bas, rompre le cercle de l'hégémonie des partis et des mouvements socio-politiques traditionnels, des syndicats et des ONG. La recherche de consensus depuis le bas est une expérience où se reconnaissent les citoyens. Dans les assemblées de quartiers les jeunes participent, les femmes, les anciens, les professionnels, les travailleurs et les intellectuels. C'est une école pour faire de la politique. La politique liée aux problèmes des quartiers, des villages, des villes et de leurs habitants. Dans ce sens, la ville se redéfinit. Ils deviennent politisés et éduqués à travers la culture civique. La récupération de l'espace public est en même temps la négation d'un modèle de citoyenneté et la revendication d'un autre : celui du citoyen critique.

Les indignés, la politique et les intellectuels.

Dans cette dynamique, l'intellectuel, pas l'idéaliste ni le camelot théorique, comparse du pouvoir, se voit assigner un rôle auquel il ne peut renoncer. À ce moment, la parole est une arme fondamentale pour changer le monde. Si il n'y a pas un langage qui nous identifie, le pouvoir et le système se chargent de

produire les concepts nous transformer en marionnette de ventriloque qui n'a pas sa propre voix mais celle donnée par son maître. Pour cela, la vertu du mouvement des indignés, consiste entre autre à avoir sa propre voix. Personne ne parle pour eux. Ce sont les membres qui proposent, dénoncent, construisent des alternatives, ils ont créé leur propre langage. L'expérience de ce mouvement, sans doute unique, s'ajoute aux luttes pour la dignité, la justice et la démocratie, dont les racines viennent du cri Ya basta ! lancé depuis la forêt Lancandone le premier janvier 1994, par l' EZLN.

Et aujourd'hui, quoi ? Organiser l'indignation.

Il faut aller pas à pas. Additionner les volontés. Certains apportent de l'expérience et apprennent des nouvelles pratiques avec humilité et sans personnalité médiatique. Tous ensemble, nous devons sauver la politique de ceux qui l'ont séquestrée et fait d'elle un objet qui se traite dans les bureaux, loin du bien commun et dépendant du pouvoir des entreprises et du pouvoir financiers. L'effort en vaut la peine. Nous espérons entre tous atteindre le but, c'est pourquoi l'indignation s'organise.

Le texte intégral peut être lu sur <http://desinformemonos.org>

Cinq mois après le 11 mars : nouvelles du Japon

La vie normale semble continuer, mais ce n'est une apparence : l'accident nucléaire n'est pas terminé ni oublié – ni la résistance, ni l'opposition.

Extraits de l'entretien de Sono Ryota et Tsukakoshi Miyako d'Action contre le nucléaire (par Inaba Nanako).

Tokyo, Japon. Pendant un mois, il y a eu une ambiance d'urgence : il y avait une pénurie alimentaire, les trains ne circulaient pas, le courant électrique a été coupé régulièrement par Tepco. (Pourtant il s'est avéré que la pénurie d'électricité était une histoire inventée par la Tepco pour nous faire croire que nous avions besoin de la centrale nucléaire.)

Nous ne pouvons pas voir le rayonnement radioactif donc nous ne pouvons pas connaître la vérité. C'est pour ça que nous avons pu retrouver très vite une vie quotidienne. Le gouvernement nous a forcé à reprendre une vie normale pour que les entreprises fonctionnent normalement.

Les changements

Il y a des gens qui ne mangent que des légumes qui ont été cultivés dans des serres fermées. Il y a aussi des gens qui n'étaient plus leur linge à l'extérieur pour que ça ne soit pas contaminé par la radioactivité. Il y a des initiatives d'évacuation des enfants de Fukushima pour qu'ils se réfugient dans la région dont le niveau du rayonnement radioactif est relativement bas.

Il n'y a pas de réaction des travailleurs des centrales nucléaires. Si les patrons leur demandent d'y aller travailler, ils sont obligés d'accepter pour ne pas perdre leur emploi. Il y a aussi des travailleurs précaires qui sont recrutés avec un contrat journalier, sans suivi sanitaire.

La résistance

Minorer l'importance de la catastrophe fait qu'il y a peu de gens qui s'intéressent aux manifestations, mais il y a quand même de plus en plus de gens sensibles à la contamination radioactive.

Le gouvernement a lancé une campagne « Luttons ensemble face à la difficulté nationale ». Même les mouvements anti-



nucléaires qui luttent depuis les années 1970 montraient de la réticence à manifester à ce moment-là.

Nous ne pouvons l'accepter. Le tremblement de terre était une catastrophe naturelle, mais l'accident de la centrale nucléaire ne l'est pas. C'est une catastrophe humaine pour laquelle le gouvernement est responsable. Les victimes sont les habitants qui sont obligés de quitter leur domicile et les travailleurs qui ont été mobilisés pour mettre fin à l'accident.

La manifestation du 27 mars devant la Tepco a mobilisé environ 1 200 personnes, alors qu'en étaient attendues une vingtaine... C'était exceptionnel pour la lutte contre le nucléaire. Deux semaines après, au 10 avril, 15 000 personnes ont manifesté dans le quartier de Koenji à Tokyo.

Au niveau politique, il n'y a eu aucun aboutissement perceptible. C'est vrai que le premier ministre a annoncé la sortie progressive du nucléaire en le remplaçant par les énergies renouvelables, mais nous ne pouvons pas dire que ce soit une conséquence des manifestations.

Pour la première fois au Japon, dans des lieux où se trouvent les centrales nu-

cléaires, les mouvements anti-nucléaire sont devenus très actifs. Les personnes qui n'ont jamais manifesté dans la rue ont rejoint des mouvements anti-nucléaire ou en ont créé eux-mêmes. Il y a des manifestations tous les jours.

Développement et mémoire

La communauté d'affaires qui voulait promouvoir l'énergie nucléaire a fait campagne pour « l'utilisation pacifique du nucléaire » avec le gouvernement tout étant appuyé par les États-Unis. Les Japonais ont cru que le pays avait besoin de l'énergie nucléaire pour son développement. La lutte contre le nucléaire existe dès le début 1960, mais ce n'était pas une lutte contre les centrales nucléaires.

Pour beaucoup, nous n'avions jamais pensé que les bombes atomiques d'Hiroshima et Nagasaki avaient un lien avec l'énergie nucléaire. Ça fait un an que la sœur de ma meilleure amie, qui est de la troisième génération de la famille victime de la bombe atomique d'Hiroshima, est décédée d'un cancer. C'est lié directement avec notre vie d'aujourd'hui. Il est donc important de comprendre cette menace.

Le texte intégral peut être lu sur <http://desinformememos.org>

Au Chili De la mauvaise éducation à la révolte sociale

Les jeunes chiliens et chiliennes ne renoncent pas à leur droit à une éducation publique, gratuite et de qualité, ni à leur essai de se débarrasser du « Chili du possible ».

Édition d'un texte de Marcelo Zamora

Santiago et Valparaiso, Chili. Entre la fin de la dictature (1990) et 2010, la « transition politique » (où l'important était d'avancer seulement dans la mesure « du possible ») est passée secrètement aux mains des militaires et du capital. Ces 20 années se sont déroulées dans un système de partis promouvant l'existence de seulement deux grands blocs, et assurant la moitié du parlement au régime militaire et à la droite (les promoteurs du modèle néolibéral).

Les grands sujets ont été laissés en suspens, sans participation des citoyens capables de décider comment ils souhaitent produire, s'éduquer, sauvegarder la santé et participer à la vie citoyenne. Le résultat en est la concentration du capital et des médias aux mains de quelques familles et une élite politique à faible représentation, ainsi qu'une économie entièrement ouverte au marché international.

En 2011 a surgi cette révolte dont les acteurs ignorés ont pris l'avant-garde et ont mobilisé la société. L'axe de la mobilisation est l'éducation et ses principaux acteurs sont les étudiants de l'enseignement secondaire et universitaire, avec un grand soutien de leurs parents et des millions de personnes qui ne peuvent pas payer pour s'éduquer.

Le système « du possible » commence à s'effondrer parce que ces jeunes ont discrédité l'élite politique et le capital, qui s'enrichissent avec l'éducation et qui ne font qu'endetter les parents pour des études chères et de mauvaise qualité. La question de l'éducation est allée bien au-delà des revendications pour rapiécer le système : à présent, c'est le modèle néolibéral qui est remis en cause.



La Constitution de 1980, conçue par la droite, approuvée par des militaires et entérinée par DES CITOYENS craintifs, s'est imposée dans plusieurs domaines : éducation, santé, droit du travail, rôle des forces armées, etc. L'éducation a été abandonnée au marché en supposant que la concurrence entre les écoles privées et publiques allait en augmenter la qualité. Le résultat ne fut qu'un brutal échec et un profit économique honteux avec l'argent public et celui des familles.

En 2005, l'éducation publique concentrait moins du 50 pour cent des étudiants; les particuliers, subventionnés par l'État, étaient également nombreux. De nombreuses universités privées ont été créées, avec des tarifs élevés et une faible qualité, avec des carrières à faible investissement et sans avenir de travail. Les anciennes universités publiques ont commencé à imposer les tarifs du marché. Les familles se sont endettées avec des crédits à plus de 20 ans.

L'élite politique, qui elle a suivi ses études grâce à l'éducation gratuite antérieure aux années 1980 justifie cela invoquant « une raison d'État, pour laquelle les Chiliens devront désormais payer pour s'éduquer



». Ce pays est l'un de ceux apportant le plus de ressources à l'éducation, mais plus du 45 pour cent de l'argent sort des poches des familles.

Des temps d'incertitude s'approchent. Les étudiants contrôlent les établissements où les cours n'ont pas lieu et préparent des mobilisations malgré les menaces du gouvernement. Celui-ci a réussi à asseoir à sa table les dirigeants des étudiants et fait l'impossible pour distraire l'attention à travers les médias.

Cette histoire ressemble à la dictature et sa fête médiatique, mais cette fois peut-être les jeunes ne les croiront pas et démantèleront une fois pour toutes le Chili « du possible ».

Lisez l'article complet en espagnol sur www.desinformemonos.org

En Alberta du Nord, Canada Une marche contre la mort et la destruction

*L'extraction de bitume, substance dérivée du pétrole, a provoqué la destruction des forêts d'Alberta du Nord. Face à l'urgence d'assainir les terres et les eaux, un groupe de personnes marche pour éviter que cette dévastation continue.
Édition d'un texte d'Aidee Arena, Choo-Kien, Christine Leclerc et Rita Wong*

Alberta du Nord, Canada. Avec à sa tête un groupe de personnes âgées, a eu lieu la deuxième Marche Annuelle d'Assainissement vers les sables où les compagnies Syncrude et Suncor extraient du bitume à grande échelle. Des Indigènes et des sympathisants ont parcouru 13 kilomètres et ont crié ensemble : « Zapata est vivant, la lutte continue ». La marche s'est déroulée sur une énorme surface de terre volée aux peuples indigènes, à présent détruite, épuisée et sans vie.

Les communautés indigènes des alentours vivent dans des conditions semblables à celles des populations pauvres d'Amérique latine. Quels bénéfices les sables bitumineux apportent-ils à ces communautés ? Exclues des politiques canadiennes et luttant contre un racisme institutionnel, leurs intérêts à long terme sont ravagés dans le but de conserver le mode de vie privilégié de certains aux dépens des autres. Nos villes récoltent les bénéfices temporaires de la destruction de leurs terres.

Même si la colonisation perpétuelle et violente est reflétée dans les taux élevés de cancers dans ces communautés, la résistance et l'engagement pour la paix continuent également, comme pendant les 500 dernières années, à travers un pouvoir humble et pacifique reposant sur l'amour envers une communauté qui habite et respecte la terre qui nous a donné la vie. C'est un contraste éthique avec les formes du pouvoir qui exploitent la terre et tous ceux qui y habitent. Colonialisme, eurocentrisme et capitalisme tuent les indigènes et détruisent notre mère, la terre.

Les dommages se sont étendus aux fleuves Athabasca et Fort Chipewyan : les gens tombent malades à cause de la toxicité



des eaux. Il y a des pluies acides à Saskatchewan et la pêche y est moins abondante. Les compagnies sont responsables au moins de trois des dernières fuites des conduits au Canada et aux États-Unis : Enbridge a déversé trois millions de litres d'huile dans le ruisseau Tallmudge et dans le fleuve Kalamazoo, à Michigan ; quatre millions et demi de litres d'huile ont été déversés dans le lac Lubicon, territoire Cree ; Enbridge a déversé mille cinq cents barils près de Wrigley, dans les territoires du nord-est.

Au bord des terres toxiques, la vie est simple et accueillante. Les familles indigènes, dans la forêt, dans leurs caravanes, avec leur art et les photos des ancêtres et des petits-enfants, résistent aux expulsions et parlent de la destruction de leur terre : « Il n'est pas dans nos possibilités

de nous rendre ». Berry Point est l'une des terres sacrées courant le risque de devenir un parc automobile récréatif par décret ministériel. Les indigènes s'y sont installés pacifiquement pour le protéger ; la police fait pression sur eux pour qu'ils abandonnent les lieux.

Dans un endroit où règnent l'avarice et la destruction, une communauté s'est réunie pour transformer cette zone de sables bitumineux dévastée en un lieu de solidarité. Lors de cette marche inspiratrice pour l'assainissement, les participants ont démontré avoir compris que l'intégrité écologique passe avant tout. Cela est si simple et nécessaire que de respirer de l'air pur et de boire de l'eau propre.

Pour lire le texte original en espagnol, visitez www.desinformemonos.org

Chers compagnons,

*Desinformémonos hermanos
tan objetivamente como podamos*

*desinformémonos con unción
y sobre todo con disciplina*

*que, espléndido que tus vastas praderas
patriota del poder
sean efectivamente productivas*

*desinformémonos
qué lindo que tu riqueza no nos empobrezca
y tu dádiva llueva sobre nosotros pecadores
qué bueno que se anuncie tiempo seco*

*desinformémonos
proclamemos al mundo la mentidada y la verdira*

*desinformémonos
nuestro salario bandoneón se desarruga
y si se encoge eructa quedamente
como un batracio demócrata y saciado*

{...}

*garanticemos de una vez por todas
que el hijo del patrón gane su pan
con el sudor de nuestra pereza*

*desinformémonos
pero también desinformemos*

*verbigracia
tiranos no tembléis
por qué temer al pueblo
si queda a mano el delirium tremens
gustad sin pánico vuestro scotch
y dadnos la cocacola nuestra de cada día*

*desinformémonos
pero también desinformemos*

*amemos al prójimo oligarca
como a nosotros laburantes*

*desinformémonos hermanos
hasta que el cuerpo aguante
y cuando ya no aguante
entonces decidámonos
carajo decidámonos
y revolucionémonos.*

Mario Benedetti

Nous vous écrivons depuis la revue virtuelle Desinformémonos (Désinformons-nous), espace de communication alternatif, libre et indépendant d'où, avec joie et dignité rebelle, nous nous ajoutons aux efforts de contre-information déjà existants. Nous nous situons complètement en bas à gauche, là où bat le cœur, tout simplement.

Nous vous invitons à naviguer dans notre tentative désinformatrice et à télécharger, imprimer et diffuser notre revue de quartier et communautaire disponible sous forme d'un simple PDF sur www.desinformememos.org dans la rubrique « Revista Barrial ». Les articles de la revue de quartier que vous tenez entre les mains – revue bimestrielle disponible en 6 langues – sont des versions courtes de quelques uns de ceux publiés en espagnol sur le site, Desinformémonos étant fabriqué et mis en ligne au Mexique.

Quelques idées :

- Vous pouvez l'imprimer et la coller comme un simple journal mural dans les lieux de rencontre de votre quartier, centres sociaux ou communautaires. Un mur de son quartier, de sa chambre... Vous pouvez prendre d'assaut un mur d'école, ou de centre commercial... Un mur quelconque, dans quelque lieu du monde que ce soit.
- Vous pouvez l'imprimer, l'agrafer et lui donner la forme d'une revue à la taille d'une lettre. Pour la diffuser dans le quartier, dans une communauté, une salle de cours, une manif, un débat...
- Vous pouvez en faire un avion en papier et l'envoyer à un ami, un allié, ou mieux, un destinataire inconnu.
- Vous pouvez garder les feuilles détachées, dans l'espoir qu'un jour proche nous réunissions les pages manquantes.
- Vous pouvez renvoyer la version électronique à vos contacts, pour ainsi sauver les arbres.

Pour finir, ce qu'en réalité nous vous demandons c'est que – et ce serait un très grand honneur – vous nous aidiez à le diffuser, si vous considérez ça pertinent et si vous vous sentez en harmonie avec nous. Nous ne vous quittons pas longtemps. Il ne nous reste qu'à vous dire que ce modeste espace vous appartient, qu'il est ouvert à vos propositions, joies et tragédies.

*Nous vous envoyons de vigoureuses et solidaires embrassades,
Bien à vous, L'équipe des désinformateurs*